

Bienvenue !

C'est pour moi un réel plaisir de vous accueillir au colloque sur les changements climatiques organisé par l'UQAM, sa Faculté des sciences et le Consortium Ouranos. Les changements climatiques représentent l'un des plus grands défis environnementaux de notre temps et pourtant, ils sont souvent mal compris de la population. À l'occasion de la tenue à Montréal de la rencontre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto, l'UQAM est fière de réunir des scientifiques reconnus provenant du Québec et du Canada, de France, de Suisse et d'Afrique, afin de créer un espace de discussion qui aborde les aspects tant scientifiques

que sociaux de cet enjeu planétaire. Ce colloque sur les changements climatiques s'inscrit dans le cadre des Rencontres sciences et société de l'UQAM qui auront lieu au cours de l'année 2005-2006.

Les prochains colloques aborderont les enjeux suivants :

- Biodiversité
- Biotechnologie
- Nouvelles thérapies et approches préventives dans le domaine de la santé

Je souhaite à tous les participants un excellent colloque.

Michel Jébrak

Vice-recteur à la Recherche
et à la création (UQAM)

Kyoto, c'est fini ?

Propos recueillis par *Isabelle Burgun*

Alors que se déroule actuellement la Conférence internationale de Montréal sur les changements climatiques, le Protocole de Kyoto ne s'est jamais trouvé en plus mauvaise posture. Allons-nous donc vers l'abandon de Kyoto ? "C'est clair", soutient Claude Villeneuve, professeur au Département de sciences fondamentales de l'université du Québec à Chicoutimi et auteur du livre *Vivre les changements climatiques, quoi de neuf ?*

ASP : Êtes-vous pessimiste face à l'issue de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques ?

M. Villeneuve : Plutôt réaliste. Dans ce genre de négociations internationales il est rare de voir de grandes percées. L'objectif est timide car le Protocole de Kyoto est un ornithorynque, un mammifère avec un bec, une queue plate, des mamelles mais pas de tétines... c'est un drôle d'animal qui cherche à satisfaire tout le monde. C'est une tentative de gouvernance mondiale des émissions à effet de serre, étroitement liées au

cœur de l'économie, à l'énergie et à la consommation. Chaque gouvernement élu veille d'abord sur ses préférences territoriales. Et contrairement aux discours, peu de gens ont réellement pour objectif le bien de la planète.

ASP : La volonté de faire participer les États-Unis à la conférence ne mènera-t-elle pas seulement à des compromis ?

M. Villeneuve : C'est un jeu de puissance des États-Unis. Même à l'extérieur des négociations, ils jouent de leur influence et détournent l'attention des médias avec un autre traité. Toutefois, leur participation peut apporter des choses intéressantes aux discussions.

ASP : Qu'attendez-vous de cette conférence ?

M. Villeneuve : L'acquiescement et la poursuite du dialogue. Cela ne se fera pas à l'intérieur du protocole de Kyoto car les États-Unis ne mettront jamais genoux à terre... pas avec ce président. Il est donc peu probable d'avoir un retour avant 2008, ce qui correspond à 2-3 ans de négocia-

tions après le mandat de Bush, pour une nouvelle entente.

ASP : Si les États ne parviennent pas à s'entendre, que peuvent faire les scientifiques, les gens d'affaire et les citoyens ?

M. Villeneuve : Les scientifiques font leur possible mais ne possèdent pas un gros pouvoir politique contrairement aux gens d'affaire. Des entrepreneurs canadiens ont adressé dernièrement une lettre au Premier ministre Paul Martin pour lui demander d'édicter des règles claires sur les mesures à mettre en place d'ici 2040-2050. Les investissements ne se décident pas au dernier moment. Les citoyens doivent changer leurs comportements et leur manière de consommer en prenant conscience du cycle de vie de leurs achats : entreprises polluantes, bilan de carbone, prêt à jeter, etc. C'est un défi majeur. Le premier geste pourrait être de réduire les tentations et pour cela d'éteindre la télévision.

Assistez à la conférence de M. Villeneuve sur les Impacts des changements climatiques sur les écosystèmes lors de la session "Vulnérabilité, impacts et adaptations aux changements climatiques au Québec" présentée aujourd'hui de 9 h 30 à 12 h 30

S'adapter au climat changeant du Nord

L'été dernier, il a fait chaud au Nunavik... jusqu'à 37 °C. Et ce n'est sans doute qu'un début, car, selon les scientifiques, le climat se réchauffera deux fois plus vite en Arctique qu'ailleurs sur la planète. Avec tous les impacts que cela suppose : érosion accélérée des côtes, dégel du pergélisol... La calotte glaciaire, en été, pourrait même disparaître d'ici la fin du siècle. Cette situation force les Inuits à s'adapter à la vitesse grand V. Déjà, les chasseurs sont touchés de plein fouet : leur mode de vie traditionnel, déjà menacé par la modernité et la sédentarité, est mis en danger. Pour le conférencier invité Richard Fortier, professeur en géologie à l'Université Laval, avant même de penser à des mesures d'adaptation, il faudrait mieux connaître la vulnérabilité de ces populations aux changements climatiques. Trouver, par exemple, des sols stables où construire sera déjà tout un défi. Un défi parmi d'autres.

Ne manquez pas la table ronde **Impacts et mesures d'adaptation aux changements climatiques des populations autochtones du Nord** présentée aujourd'hui de 14 h à 17 h 15

Changements climatiques et vulnérabilité des pays les plus démunis

Laurent Lepage

Titulaire de la Chaire d'études sur les écosystèmes urbains – UQAM

Il y a injustice climatique... s'exclament, souvent et avec raison, les représentants des pays les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète.

En effet, ceux qui produisent le plus de gaz à effet de serre, les pays industrialisés, voire les pays les plus riches... ne sont pas ceux qui sont les plus touchés par les bouleversements climatiques ou encore les plus démunis sur le plan de la capacité d'adaptation. À l'occasion d'un atelier, tenu en janvier 2005 au Bangladesh, sur les implications des communautés locales dans les efforts d'adaptation, les discours inauguraux des officiels ne laissaient aucun doute sur la colère des délégations des petites îles du Pacifique ou de l'Afrique. Les participants issus des grands pays « producteurs » de GES, comme moi, ont ressenti un profond malaise. Ce malaise persiste. Cet appel à l'aide des pays du Sud est repris à la Conférence de Montréal. On se doit de démontrer notre appui.

En examinant simplement les tableaux qui comparent la production de gaz à effet de serre des différentes régions du monde, on constate sans surprise que l'Afrique génère à peine plus d'une tonne

métrique de dioxyde de carbone par personne. Mais le vrai « défi d'une tonne » en Afrique est la subsistance. Déjà accablé par une forte croissance démographique, des cadres institutionnels fragiles, la malaria, le VIH, la dégradation rapide de l'environnement et la diminution des ressources naturelles, ce continent est à la merci des moindres changements climatiques. Les bouleversements climatiques dans les pays les plus pauvres auront des conséquences tragiques. En fait, les travaux de la Chaire d'études sur les écosystèmes urbains, de nos collègues du Sahel du Centre Agrhymet et d'Environnement Canada examinent comment les transformations de l'environnement, imputables aux les bouleversements du climat, sont aggravées par des facteurs socio-politiques. En adoptant une approche à la question de l'adaptation aux changements climatiques axée sur la vulnérabilité et la sécurité alimentaire, nos travaux nous amènent à réfléchir sur l'élaboration de politiques publiques qui englobent, plutôt que ne séparent, les enjeux environnementaux et sociaux.

Laurent Lepage et ses collègues du Centre Agrhymet et d'Environnement Canada discuteront des impacts de l'adaptation aux changements climatiques au Sahel jeudi le 1^{er} décembre de 9 h 30 à 12 h 30.